

JCB/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2014- 595 /PRES
promulguant la loi n° 018-2014/AN du
22 mai 2014 portant autorisation de
ratification de l'accord de prêt n° 1263 01 B
signé le 13 décembre 2013 à Ouagadougou
entre le Burkina Faso et l'Agence française de
développement, pour le financement du Projet
de Développement Durable de la ville de
Ouagadougou (PDDO).

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

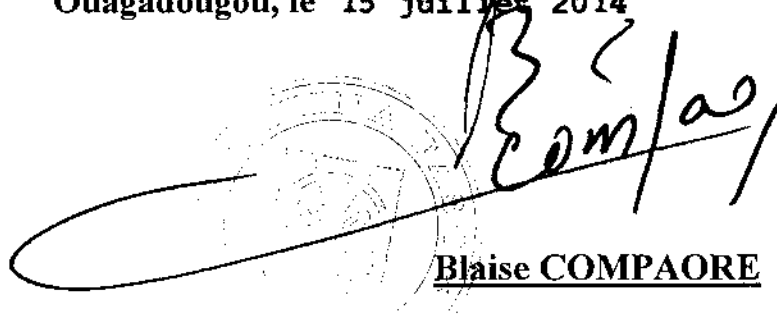
VU la lettre n°2014-026/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 02 juin 2014 du
Président de l'Assemblée Nationale transmettant pour promulgation la
loi n°018-2014/AN du 22 mai 2014 portant autorisation de ratification de
l'accord de prêt n° 1263 01 B signé le 13 décembre 2013 à Ouagadougou entre
le Burkina Faso et l'Agence française de développement, pour le financement
du Projet de Développement Durable de la ville de Ouagadougou (PDDO) ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n°018-2014/AN du 22 mai 2014 portant
autorisation de ratification de l'accord de prêt n° 1263 01 B signé
le 13 décembre 2013 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et
l'Agence française de développement, pour le financement du
Projet de Développement Durable de la ville de Ouagadougou
(PDDO).

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 15 juillet 2014



Blaise COMPAORE

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE

CINQUIEME LEGISLATURE

LOI N° 018-2014/AN

**PORTANT AUTORISATION DE RATIFICATION
DE L'ACCORD DE PRET N°1263 01 B SIGNE LE
13 DECEMBRE 2013 A OUAGADOUGOU ENTRE
LE BURKINA FASO ET L'AGENCE FRANÇAISE DE
DEVELOPPEMENT, POUR LE FINANCEMENT DU
PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA
VILLE DE OUAGADOUGOU (PDDO)**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n°001-2012/AN du 28 décembre 2012,
portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 22 mai 2014
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est autorisé à ratifier l'Accord de prêt n°1263 01 B signé le 13 décembre 2013 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Agence française de développement pour le financement du Projet de développement durable de la ville de Ouagadougou (PDDO).

Article 2 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 22 mai 2014.

Pour le Président de l'Assemblée nationale,
le Premier Vice-président

Le Secrétaire de séance


Jean Baptiste DALA

